

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Conseil européen de Bruxelles

Le Conseil de Bruxelles des 24 et 25 octobre dernier a, pour l'essentiel, été consacré aux questions relatives à l'élargissement de l'Union et à celles des relations extérieures.

Les conclusions du Conseil sont accompagnées d'annexes qui précisent, notamment, le niveau global des dotations pour les actions structurelles et les dispositions institutionnelles transitoires pour les pays de l'élargissement (annexe I) ; le respect par certains membres de l'Union de leurs obligations dans le cadre de l'OTAN (annexe II).

Electricité

Les citoyens suisses ont rejeté, le 22 septembre dernier, une loi adoptée par le Parlement en décembre 2000, qui ouvrait à la concurrence le secteur de l'électricité.

L'Union syndicale suisse, principale fédération ouvrière, qui y était opposée, a eu recours au référendum pour renverser la décision. En Suisse, la distribution du courant électrique est assurée par des opérateurs locaux qui dépendent des autorités cantonales ou locales et exercent un monopole. Les autorités confédérales estimaient nécessaires d'adopter une loi cadre jetant les bases d'un marché concurrentiel. Il s'agissait aussi rapprocher la législation suisse de celle de l'Union européenne où l'électricité suisse trouve un large débouché.

La question se pose de savoir si ce vote est de nature à donner un coup de frein à d'autres projets suisses de libéralisation, existants dans des domaines tels que les chemins de fer par exemple ?

Télécommunications

Le 25 octobre dernier a eu lieu, à Bruxelles, en présence du commissaire Liikanen, la réunion inaugurale du "groupe d'autorités européennes indépendantes de régulation (ERG)". La constitution de ce groupe avait été décidé en juillet dernier par la Commission afin de la conseiller, l'assister dans la consolidation du marché intérieur des télécommunications et jouer un rôle d'interface entre les autorités nationales de régulation et la Commission. Le groupe a pour mission de contribuer au développement du marché intérieur et à l'application cohérente du cadre réglementaire pour les réseaux et services de communications électroniques.

Il approuvera son premier programme de travail lors de sa réunion de janvier 2003. Il entend consulter "les parties intéressées" et communiquera à l'avance les ordres du jour et le programme de ses réunions. Il a, également, invité "les acteurs du marché" à transmettre, avant le 31 décembre 2002, leurs contributions sur les priorités et les domaines où il est nécessaire d'harmoniser les mesures de régulation prises dans les Etats membres, contributions à envoyer aux adresses : info-A1@cec.eu.int ou salonso@cmt.es .../.

The Brussels European Council

The Brussels European Council, held on 24th and 25th October, was mainly devoted to questions concerning the enlargement of the Union and those concerning external relations.

The conclusions of the Council are accompanied with two annexes which specify, in particular, the overall level of allocations for structural operations and transitional institutional measures for the candidate countries (annexe I); the respect by, certain Member States, of their NATO obligations (annexe II).

Electricity

On 22nd September, the Swiss citizens rejected a law adopted by the Parliament and aimed at the opening to competition of the electricity sector.

The Swiss Trade union, principal labour union, which was opposed to this law had to call for a referendum in order to reverse the decision. In Switzerland, electricity supply is assured by local operators under the administration of cantonal or local authorities and they enjoy a monopoly. Confederation authorities considered that it was necessary to adopt a framework law laying down the basis for a competition market. It was also aimed at bringing the Swiss law closer to that applicable in Europe where the Swiss electricity finds a large market.

Still, one wonders whether the nature of the outcome of this vote would enable the slowing down of other Swiss liberalisation projects prevailing in areas such as the railways.

Telecommunications

On 25th October, the inaugural meeting of the European Regulators Group for Electronic Communications Networks and Services (ERG), was held in Brussels in the presence of Commissioner Liikanen. The setting up of this body was decided by the Commission, in July, with the aim of counselling and assisting the Commission in strengthening the telecommunications internal market and, to play the role of an interface between national regulation authorities and the Commission. The group's mission is to contribute in the development of the internal market and in the coherent implementation of the regulation framework for networks and services of the electronic communications.

The group will endorse its first working programme during its January meeting. It intends to consult "interested parties" and publish agendas and working programmes for its meetings well in advance of the scheduled dates. It has also invited "market actors" to send their contributions, before 31st December 2002, on the priorities and areas where the harmonisation of regulatory measures by National Regulatory Authorities is necessary. Contributions to be sent to: info-A1@cec.eu.int or salonso@cmt.es .../.

Espérons que par les expressions "parties intéressées" et "acteurs du marché" nous pouvons entendre que tous les acteurs concernés par les télécommunications seront consultés et pas seulement les opérateurs et souhaitons que l'harmonisation des réglementations nationales ne se fasse pas sur le modèle le moins favorables aux usagers.

Concurrence

Par trois fois, le Tribunal de première instance (TPI) a annulé des décisions de la Commission sur des affaires de concurrence, mettant en cause la qualité de l'analyse économique de l'unité chargée du contrôle des fusions et posant, *de facto*, la question de l'autorité compétente pour interdire les fusions. L'actuel président du TPI, le danois Bo Verterdorf ne cache pas, en effet, son souhait de voir introduire un mécanisme comparable au système américain où seul le juge saisi par l'administration peut décider d'un veto.

Le TPI a annulé, le 6 juin 2002 (arrêt T-342/99), la décision de la Commission déclarant l'opération de concentration entre les agences de voyages à forfait Airtours et First Choice incompatible avec le marché commun. Selon le Tribunal, la Commission a interdit l'opération sans démontrer que la concentration aurait provoqué la création d'une position dominante collective restrictive de concurrence sur le marché britannique.

Puis le 22 octobre (arrêts T-310/01 et T-77/02), le TPI a annulé la décision de la Commission interdisant la concentration entre deux groupes français producteurs de matériel électrique, Schneider Electric et Legrand, et ordonnant leur séparation. Le Tribunal considère que l'analyse économique réalisée par la Commission est affectée d'erreurs et d'omissions qui la privent de valeur probante, sauf en ce qui concerne le marché sectoriel français. Mais, pour ce dernier cas, tout en admettant les effets anticoncurrentiels de l'opération, le Tribunal retient une violation sérieuse des droits de la défense qui le conduit à annuler la décision d'interdiction.

De nouveau, le 25 octobre, le TPI a annulé (arrêts T-5/02 et T-80/02) la décision de la Commission interdisant la concentration entre la filiale française de Tetra Laval BV, leader mondial de l'emballage en carton de liquides, et la société française Sidel principalement active dans la production d'équipements et de bouteilles en plastique, et ordonnant leur séparation. Le Tribunal considère que l'analyse économique des conséquences anticoncurrentielles immédiates et des effets de conglomerat ainsi que les comportements prévisibles des sociétés en cause sont fondés sur des preuves insuffisamment rapportées et procèdent d'un certain nombre d'erreurs de raisonnement.

Initiatives

Le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprise d'intérêt économique général), le CELSIG, la CES (Confédération européenne des syndicats), et la Plate-forme des ONG sociales organisent une initiative commune à Bruxelles, le 2 décembre prochain sur le thème **"Les services d'intérêt général et la Convention européenne"** Elle devra déboucher sur la présentation d'un "appel à la Convention".

Renseignements : celsig@globenet.fr

We hope that through the terms "interested parties" and "market actors", consultation will be extended to all actors concerned with telecommunications and not limited to operators only. Further, we wish to see that the harmonisation of national regulations is not made on the model which is the least favourable to users.

Competition

The Tribunal of First Instance (TFI) has on three occasions annulled decisions made by the Commission on competition matters, questioning the quality of economic analysis made by the unit responsible for the verification of mergers and, *de facto*, posing the question on the competent authority in prohibiting mergers. The incumbent president of the TFI, the Danish Bo Verterdorf clearly wished for the introduction of a mechanism comparable to the American system in which only a single judge, receiving cases from the administration, can decide on whether or not to impose a veto.

On 6th June (judgement T-342/99) the TFI annulled the decision by the Commission ruling that the grouping of package holiday travel agents Airtours and First Choice was incompatible with the common market. According to the Tribunal, the Commission prohibited the operation without proving that the concentration would have led to the establishment of a collective dominant position capable of restricting competition in the British market.

Secondly, on 22nd October (judgements T-310/01 and T-77/02) the TFI annulled the decision of the Commission prohibiting the merger of two French firms producers of electrical materials, Schneider Electric and Legrand, and ordering their separation. The Tribunal considers that the economic analysis carried out by the Commission is hampered by errors and omissions which deprive it of relevance, except in what concerns the French sector-based markets. However, in this case, whilst admitting anti-competition effects of the operation, the Tribunal observes serious violations of the rights to defence which has led it to simply cancel the interdiction decision.

Thirdly, on 25th October, the TFI annulled (judgements T-5/02 and T-80/02) the decision made by the Commission prohibiting a merger between the French subsidiary of Tetra Laval B. V. , the world leader in carton liquids packaging, and the French company Sidel, known mainly in the production of plastic equipments and bottles, ordering their separation. The Tribunal considers that the economic analysis on the immediate anti-competition consequences, the conglomerate effects as well as the forecasted behaviour of the companies in question are based on insufficient proofs and contain a certain number of errors of judgement.

Initiatives

The CEEP (European Centre of Enterprises with Public Participation), the CELSIG, the ETUC (The European trade union confederation.) and the social NGOs Plat-form are preparing a joint meeting in Brussels on the 2nd December on the theme of **"Services of general interest and the European Convention"**. It should lead to the presentation of a "call to the Convention".

Enquiries to: celsig@globenet.fr

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.